
Chambre des Représentants.

SÉANCE DU 7 AOÛT 1919.

BUDGET GÉNÉRAL DES RECETTES ET DES DÉPENSES POUR L'EXERCICE 1919

Tableau VI : Sciences et Arts.

RAPPORT

FAIT, AU NOM DE LA SECTION CENTRALE (2), PAR M. van LIMBURG STIRUM.

MESSIEURS,

Les questions et les vœux des sections groupés à la Section centrale ont montré que l'importance attachée par la Chambre aux choses de l'enseignement, et surtout de l'enseignement primaire n'était pas moindre que dans la période antérieure à la guerre.

Et, en effet, il est naturel que dans une société démocratique, la formation que reçoivent tous les enfants soit le souci constant des mandataires responsables de la Nation.

L'obligation scolaire, la situation du personnel enseignant, l'inspection médicale, les promenades scolaires ont été l'objet de l'attention des sections.

La Section centrale a posé à M. le Ministre des Sciences et des Arts deux questions sur ces objets :

Quelle est la situation, au point de vue de l'obligation scolaire ?

RÉPONSE.

La loi sur l'instruction obligatoire a été appliquée pour la première fois en 1915, et cette application a été poursuivie les années suivantes. D'après les

(1) Budget, n° 107.

(2) La Section centrale, présidée par M. POULLET, était composée de MM. MECHELYNCK, BERTRAND et TIBBAUT, vice-présidents ; MM. WAUWERMANS, HOUTART et VILAIN ; IMPERIALI, PONCELET et PUSSEMIER ; VAN LIMBURG STIRUM, FERON et BUYL ; DELPORTE, PEPIN et LAMBORELLE ; DEBUNNE, LIEBAERT et TROCLET ; HONINCKX, DE KERCHOVE D'EXAERDE et DE WOUTERS D'OPLINTER.

rapports des inspecteurs, celle-ci a été féconde en résultats, bien que les circonstances de guerre y aient apporté des entraves de diverse nature.

A partir de 1917, la désorganisation engendrée par la séparation administrative a produit un certain affaïssement et les dispositions légales n'ont pu recevoir leur complète exécution. Mais la situation sera entièrement rétablie pour la prochaine rentrée d'octobre, et l'autorité supérieure ne négligera aucun effort pour faire produire à la loi tous ses fruits.

On demande les intentions du Ministre au sujet des modifications des barèmes des traitements du personnel enseignant ?

RÉPONSE :

La question du relèvement des barèmes des traitements du personnel enseignant de l'instruction primaire et de l'instruction moyenne est à l'étude.

En ce qui concerne le personnel de l'instruction supérieure, la loi du 22 février 1919, a accordé aux professeurs des universités de l'État une majoration de traitement à partir du 1^{er} janvier 1919, en compensation du minerval qui leur a été supprimé.

La question de la rétroactivité de cette augmentation de traitement à partir du 1^{er} janvier 1913 est à l'étude.

En ce qui concerne le personnel enseignant des écoles primaires, la solution a fait un pas depuis la rédaction de cette brève réponse : à la séance de la Chambre du 31 juillet une motion d'ordre de M. Van Cleempatte a amené une réponse du Gouvernement. Vu l'intérêt actuel, nous en reproduisons d'après le *Compte rendu analytique*, tant la partie qui a trait au remaniement du barème que celle qui a trait aux arriérés.

« En ce qui concerne les instituteurs, s'il y en a dont les arriérés de traitement n'ont pas été payés, ils peuvent, soit en se groupant, soit individuellement, m'adresser des indications précises relativement à ces retards. Il est clair que ce serait une faute de l'administration que de ne pas aider les instituteurs, par ces temps de vie chère, à obtenir paiement de tous les arriérés.

» Ils désirent aussi un relèvement de leur barème de traitement. La commune devra assurer sa part dans ce relèvement.

» Une troisième question à envisager est celle du paiement de l'intégralité du traitement des instituteurs par l'État, moyennant récupération à charge de la commune de la part à supporter par elle.

» Ces questions sont à l'étude dans le département des Sciences et des Arts et dans le mien; deux d'entre elles, si pas trois, seront résolues à bref délai. Nous avons, en effet, songé à reporter la question du barème à la fin de l'année, en présence de la persistance de la vie chère. Nous avons jugé préférable de maintenir uniquement les indemnités de vie chère (1,200 à 1,800 francs selon les cas) que nous avons attribuées aux instituteurs et ne trancher la question du barème qu'au retour d'une situation normale.

» Nous espérons pouvoir établir un barème qui imposera législativement

aux communes leur part de contribution, de façon à ce que les traitements ne soient pas différents suivant la générosité des communes. Le gouvernement pourrait prendre à sa charge l'avance de ces paiements. Telles sont les études qui sont poursuivies au département des Sciences et des Arts.

Quoique la Section centrale n'ait pas posé de question au sujet de ces arriérés, il paraît nécessaire de s'y arrêter un instant, tellement la situation actuelle est mauvaise.

Des indemnités de vie chère en effet ont été allouées aux instituteurs, mais elles n'ont pas été liquidées. Dans telle région « un acompte de 300 francs à valoir sur le premier trimestre 1919 a été versé, un second de 200 francs à valoir sur le second trimestre doit l'être en juillet. Rien n'a été payé pour les arriérés, » c'est-à-dire pour la période antérieure à 1919, tandis que les agents de l'État touchent régulièrement chaque mois les indemnités auxquelles ils ont droit.

Les instituteurs se trouvent dans une situation moins favorable et imméritée ; ils ont rempli leurs fonctions pendant l'occupation et n'ont pu comme un certain nombre de fonctionnaires et employés trouver des ressources dans des occupations accessoires ; bon nombre ont contracté des dettes.

Le retard dans la liquidation des indemnités empêche celles-ci d'atteindre leur but qui est de permettre de subvenir aux dépenses élevées du ménage. En cette matière particulièrement se justifie l'adage : *bis dat qui cito dat*.

L'instituteur doit continuer à s'endetter ou se priver du nécessaire.

Il est de toute urgence que ces indemnités, — tant les arriérés que les allocations pour l'année en cours, — soient versées immédiatement.

Il est regrettable que tant d'administrations communales aient manqué à leur devoir en ce qui concerne leur personnel, dans cette crise douloureuse.

Les déclarations favorables de M. le Premier Ministre reproduites ci-dessus, nous font espérer une prompte amélioration de la situation.

L'examen de la situation du personnel ne s'est, du reste, pas bornée à celui de l'enseignement primaire ; on s'est inquiété non seulement du sort du personnel enseignant à tous les degrés, mais aussi de celui des autres divisions du Département des Sciences et des Arts. La situation difficile de tant de bons serviteurs de l'État a préoccupé vivement les sections de la Chambre, anxieuses en même temps de concilier leur sentiment avec l'état présent de la Patrie, qui, disait l'une d'elles, doit interdire à ses représentants toute velléité de surenchère vis-à-vis d'intérêts particuliers.

Il semble, au lendemain d'une crise universelle sans précédent, alors que la société toute entière doit être reconstruite et que les problèmes les plus angoissants se posent, qu'il convient d'attirer l'attention des pouvoirs publics sur l'organisation de l'enseignement supérieur.

Le rôle joué dans la guerre par les applications de la chimie et de la physique, dont les plus éclatantes sont l'aviation, la navigation sous-marine, la télégraphie sans fil, les gaz asphyxiants, nous sont garants des secours que les peuples peuvent chercher dans l'étude des forces naturelles pour la restauration de leur prospérité. Une étude approfondie des facteurs moraux,

intellectuels et naturels doit suppléer à la désorganisation des forces nationales et à la destruction des capitaux. Il est donc nécessaire que, tout en l'ordonnant avec économie et méthode, le développement des études scientifiques, et l'enseignement universitaire qui est son milieu naturel de développement, reçoivent une constante extension.

Le précédent rapport sur le budget des Sciences et des Arts, fait, avant la terrible guerre, par notre honorable collègue M. Van Cauwelaert, a excellemment mis en lumière l'insuffisance des degrés de nos diplômes, où le doctorat réduit à un bref examen, ne constitue pas pour les récipiendaires qui avaient à se parer de ce titre, le criterium suprême de la valeur scientifique. Le docteur, chez nous, est un bon élève, qui a bien bloqué ses cours, Il a travaillé avec application et s'est bien assimilé la doctrine de ses maîtres. Il a reçu avec respect le dépôt intellectuel que d'autres ont produit; comme les jeunes bourdons dans la ruche, il s'est assimilé le miel qu'ont élaboré les abeilles. Mais est-il capable, lui, de travailler à l'accroissement du patrimoine commun? Peut-il, lui aussi, non pas nous apporter une doctrine nouvelle, mais nous faire entrevoir dans un proche avenir des espoirs de progrès nouveaux? La dissertation inaugurale montre-t-elle déjà l'acuité dans la perception des phénomènes et cet acharnement dans leur recherche qui est déjà du génie? La défense publique de ces thèses révèle-t-elle son jugement critique et l'éclat d'une parole qui va faire germer à son tour l'amour du vrai dans une nouvelle jeunesse? Nos braves étudiants sont bien loin de là quand ils ont passé leur « dernier doctorat ». Ingénieurs, médecins ou juristes n'ont en vue que la recherche d'une clientèle ou l'obtention d'un emploi. Leur fonction sociale sera remplie; l'appel de la nature humaine au développement et au progrès ne sera pas entendu.

Toutefois, la valeur du diplôme n'est pas l'unique élément de l'enseignement supérieur. Couronnement des études complètes, le Doctorat n'est pas l'étude même; il en est l'accomplissement et le témoignage, mais sa valeur pédagogique est celle d'un excitant et d'un but ardemment désiré qui fouette l'ardeur au travail et par le haut prix qu'on y attache, et par la peine qu'il coûte d'y atteindre.

L'enseignement proprement dit est fonction avant tout de la valeur du personnel enseignant, de son recrutement, des moyens de le tenir en haleine, et des méthodes qui sont pratiquées.

La première question a été touchée d'une façon accessoire par la loi sur le minerval qu'a voté le Parlement. L'examen de l'ensemble de la situation ne peut être envisagé qu'en harmonie avec celle de tout le corps enseignant. Les éléments nous manquent pour traiter cette question au cours d'un simple rapport.

Quant à l'étude des méthodes elle est trop vaste et demanderait à être examinée par une Commission spécialement au courant de la pédagogie supérieure. Il semble toutefois que les réformes partielles, le mouvement créé par les maîtres les plus éminents, qui tend de plus en plus à ne pas confiner les études dans de pures exercices de mémoire, mais à faire travailler pratiquement les élèves dans tous les domaines, engagent de plus en plus l'ensei-

gnement universitaire dans la vraie voie de son développement. Le respecter et le favoriser est la mission de l'autorité supérieure.

Mais il est encore un autre élément de progrès, dans le chef des élèves cette fois. S'il est évident que le recrutement des professeurs est chose capitale, le recrutement des élèves joue aussi son rôle. Dans un cours supérieur comme dans une classe, il s'établit un niveau moyen de force intellectuelle sur lequel bon gré mal gré doit se régler l'enseignement du professeur. Le cours est-il médiocre, les leçons devront se traîner au pas des médiocres sous peine de n'être pas comprises. Le cours est-il fort, le maître suivi par un groupe plein d'ardeur et de bonne volonté pourra approfondir les matières et faire entrevoir à ses disciples les horizons ou pourra se développer complètement leur carrière d'hommes de science accomplis et de bons serviteurs du pays.

Or, tous les hommes d'enseignement le disent, pour éviter la médiocrité, il n'y a qu'un moyen : c'est de supprimer les médiocres. Car il est de principe bien connu que la moyenne des cours se fait sur les médiocres et non sur les bons ; ceux-ci ne peuvent élever ceux-là à leur niveau ; le maître doit modeler son cours sur ceux qui ont le plus de peine à le suivre et, par conséquent, les meilleurs doivent s'abaisser au niveau de la pauvre moyenne générale. Une loi de la stratégie maritime établit sans conteste — on l'a bien vu jadis à Tsoushima — que, dans une flotte, l'allure générale se règle sur les plus mauvais bateaux, que les bons doivent attendre sous peine de voir les escadres s'égrener en route. Il en est de même dans l'enseignement supérieur : la sélection doit y régner en maîtresse, car il doit former une élite. On peut admettre que pour l'enseignement inférieur la porte doit être ouverte à tout le monde ; il faut bien que tout le monde s'instruise. Encore, cette idée n'est pas exacte d'une façon absolue, car on a reconnu, — et Schollaert en a introduit l'application — qu'il fallait écarter des écoles primaires les enfants anormaux et arriérés. En les groupant dans des classes spéciales on débarrasse les autres de ce poids mort tout en permettant, par un entraînement spécial, de tirer meilleur parti de ces déchets sociaux.

Mais pour l'enseignement supérieur, il n'en est pas de même. Les jeunes gens qui le suivent étant une minorité, il convient que les plus aptes seuls y soient appelés. Les non-valeurs doivent être impitoyablement éliminés. S'il est bon que l'enseignement supérieur ne soit pas le privilège d'une élite sociale, par contre, il doit être réservé à une élite intellectuelle.

La conclusion est que des barrières doivent être placées, pour réduire le « corps enseigné » à ceux qui peuvent faire un travail fructueux. Des examens ou des preuves de capacité, vraiment sérieuses, doivent leur être demandées, avant qu'ils s'entendent dire « dignus es intrare ».

Les autres trouveront bien des carrières plus modestes, et non moins honorables — et nous venons de voir combien de jeunes gens, d'intelligence ordinaire, mais d'énergie et de cœur, se sont montrés de grands serviteurs de la Patrie ! — carrières où ils seront plus utiles à la Société et plus heureux dans leur existence, qu'en allant grossir l'armée des ratés du prolétariat intellectuel.

Quant à l'enseignement supérieur, les sections se sont occupées des nominations de professeurs, des bourses et des étudiants militaires.

En ce qui concerne le premier point, une critique a été dirigée contre la division de certains cours, donnés, autrefois, par un seul professeur à l'Université de Gand, entre plusieurs titulaires. Votre section centrale n'a pas cru devoir faire sienne cette observation.

Il est certain, en effet, que l'énorme développement pris par diverses branches de la science ne laisse plus la possibilité d'en laisser tout le poids sur les épaules d'un seul homme. Certaines qui pouvaient être l'objet d'un chapitre du cours de biologie ou de physique, telles la cytologie, la neurologie, l'embryologie, l'électricité, la bactériologie, les sciences auxiliaires de l'histoire, sont aujourd'hui de grandes divisions de la science, nécessitant leurs chaires spéciales et suffisant chacune à illustrer les maîtres qui s'y sont consacrés.

Et, à ce propos, il est permis de se demander quelle répercussion aura, sur le mouvement scientifique, la crise qui vient de bouleverser le monde?

Les questions posées au sujet de la situation du personnel et des dégâts commis dans nos institutions scientifiques montrent la préoccupation que les suites de la guerre donnent aux membres de la Représentation Nationale. Il s'agit là de la charge de nos désastres. C'est le poids du passé.

Une question seulement a été posée concernant les conséquences des derniers événements au point de vue de l'enseignement proprement dit. Un membre de la 3^e section a envisagé la formation d'officiers de réserve dans les Universités.

Certaines conditions pourraient être exigées des étudiants militaires sous ce rapport.

Une récente décision de M. le Ministre de la Guerre fait voir que à plusieurs moments, pendant la guerre, les cadres ont été insuffisants. Sans préjudice des mesures que ne manquera pas de prendre son administration pour pourvoir aux besoins de l'armée en officiers de réserve, par exemple, en utilisant l'admirable corps de volontaires qui s'est donné sans compter pour combler les vides de notre première armée, le Département de l'enseignement peut lui servir d'auxiliaire pour l'avenir.

Ainsi peut-il aussi préparer, dès l'enfance, des hommes capables si — ce qu'à Dieu ne plaise — une nouvelle guerre devait éclater, de faire avec un esprit d'abnégation égal à celui de leurs aînés, des sacrifices plus immédiatement efficaces. Sur l'utilité de cette formation il n'y a pas de doute. Récemment, le maréchal Douglas Haig, et l'amiral Beatty n'ont pas craint de tendre la main pour que même les plus pauvres d'entre les Boys-Scouts puissent participer au camp d'entraînement, tellement, disaient les illustres signataires de cet appel, l'expérience de la guerre a montré, par l'esprit de sacrifice et d'abnégation de plus de 250,000 d'entre eux, la valeur incomparable de ce mode de formation du caractère.

Nous espérons qu'en proscrivant impitoyablement tout enseignement suspect au point de vue patriotique, le Ministre des Sciences et des Arts continuera résolument dans la voie indiquée par sa récente circulaire aux Gou-

verneurs, aux Administrations communales et aux Inspecteurs de l'enseignement sur le culte du souvenir que le pays doit à ses morts. Dans la même voie s'oriente aussi l'initiative prise par lui de donner un caractère patriotique aux distributions des prix.

Puisse l'enseignement libre faire sur ce terrain une concurrence féconde à l'enseignement de l'État.

Un point accessoire a été encore touché concernant l'enseignement primaire.

A la 2^e section, plusieurs membres se sont inquiétés du règlement concernant l'inspection médicale des écoles : ils y voyaient un danger au point de vue d'indiscrétions possibles du chef de la centralisation et de la conservation des fiches pendant cinquante ans.

Cette inquiétude sera désormais sans objet.

La réglementation paperassière de l'inspection médicale est un produit de l'administration étrangère ; l'amendement du Gouvernement à l'article 76 supprime radicalement tout abus on en supprimant la cause. Il ne reste plus qu'un crédit de 40,000 fr. nécessaire au paiement d'arriérés.

L'enseignement artistique a fait l'objet d'une question retenue par la Section centrale et adressée par elle à M. le Ministre des Sciences et des Arts.

On demande s'il est question de l'unification des barèmes des traitements des quatre Conservatoires du pays ?

RÉPONSE.

Cette affaire est à l'étude.

Avant de pouvoir prendre une décision, le Département doit avoir la promesse formelle que la ville et la province interviendront, dans la proportion habituelle dans l'augmentation des dépenses à résulter de la majoration des traitements. Il s'agit en l'espèce de porter les barèmes des traitements des Conservatoires de Gand et d'Anvers au même taux que les barèmes de Bruxelles et de Liège.

Nous avons demandé aux deux villes et aux provinces intéressées de nous faire savoir si elles consentiraient à majorer leurs subsides en conséquence.

Nous attendons les réponses.

En dehors de l'Enseignement, les sections de la Chambre se sont préoccupées des dégâts causés par l'occupation ennemie. Il a été constaté que les précieuses collections du Musée du Cinquantenaire avaient été fort détériorées par les conditions fâcheuses où elles s'étaient trouvées. Aussi la question suivante a-t-elle été posée :

La Commission voudrait être renseignée sur les dégâts considérables subis par le Musée du Cinquantenaire ?

RÉPONSE.

La Commission du Budget demande quelques explications touchant « les dégâts considérables subis par nos collections durant la période d'occupa-

tion. » Il serait plus exact de dire « le dégât considérable ». Celui-ci résulte, en effet, non pas de la destruction ou de la perte de telle ou telle pièce importante, mais du préjudice souffert par une infinité d'objets dont la réfection se chiffrera par une dépense globale certainement très forte. Sans parler du mobilier qui a grandement souffert; d'une part, du manque de chauffage, d'autre part, des multiples transports auxquels il fallut le soumettre; il a été constaté que les objets de céramique déposés dans les souterrains (et qui s'y trouvent encore) ont perdu, par suite de l'humidité, les numéros d'inventaire qui s'y trouvaient peints : c'est tout un long travail à refaire et malheureusement aussi, une source d'erreurs qui préoccupe vivement. De plus, les réparations, recollage et peinture qu'avaient subis beaucoup de ces objets ont été tout à fait anéantis et ce préjudice-là est plus sérieux encore que le précédent, parce que bon nombre de ces réparations avaient été effectuées par des spécialistes que nous risquons de ne pas retrouver.

La patine de certains objets en métal, œuvre des siècles celle-là, a parfois été gravement endommagée. Dans certains cas, notamment pour telle vitrine ayant contenu des objets en plomb, l'atteinte portée par l'humidité est allée jusqu'à la destruction complète. Il ne s'agissait pas de pièces importantes, puisque c'était une collection d'appliques de meubles et de coffrets, mais le fait n'en demeure pas moins fort regrettable.

Les tapisseries ont également souffert des multiples déménagements auxquels il a fallu les soumettre : on ne déplace pas impunément ces vieux tissus, plus ou moins consommés par le temps, et là, malheureusement, il n'y aura, le plus souvent, pas de réparation possible.

Les dentelles et les tissus ont aussi souffert d'avoir dû séjourner dans les caves durant un temps qui a été cependant écourté autant que possible.

Les meubles anciens devront, pour la plupart, passer par les mains des spécialistes avant de retrouver leur aspect d'autre fois.

Enfin, le dommage causé aux collections de moulages, par le manque de chauffage et par l'humidité, est des plus sérieux : plusieurs des grosses pièces notamment sont menacées dans leur existence.

Votre Section centrale a l'honneur de vous proposer l'adoption du projet de budget des Sciences et des Arts avec les amendements qui y ont été apportés.

Le Rapporteur,

AD. DE LIMBURG-STIRUM.

Le Président,

P. POULLET.

Kamer der Volksvertegenwoordigers.

VERGADERING VAN 7 AUGUSTUS 1919.

ALGEMEENE BEGROOTING DER ONTVANGSTEN EN UITGAVEN VOOR HET DIENSTJAAR 1919 (1).

Tabel VI. — Kunsten en Wetenschappen.

VERSLAG

NAMENS DE MIDDENAFDEELING (2) UITGEBRACHT
DOOR DEN HEER van LIMBURG STIRUM

MIJNE HEEREN,

Uit de vragen en de wenschen van de afdeelingen, in de Middenafdeeling vereenigd, is gebleken dat de Kamer niet minder dan vóór den oorlog belang stelt in alles wat het onderwijs en vooral het lager onderwijs betreft.

En het spreek inderdaad vanzelf dat in eene democratische maatschappij de opleiding, die alle kinderen ontvangen, een voortdurende zorg is voor de lasthebbers van de Natie.

De leerplicht, de toestand van het onderwijspersoneel, het medisch toezicht, de schoolwandelingen ontsnapt niet aan de aandacht van de afdeelingen.

De Middenafdeeling richtte tot den Minister van Wetenschappen en Kunsten hieromtrent twee vragen :

Welke is de toestand ten opzichte van den leerplicht?

ANTWOORD.

« De leerplichtwet werd voor de eerste maal toegepast in 1915 en deze toepassing werd de volgende jaren voortgezet. Volgens de verslagen der

(1) Begrooting, n^o 107.

(2) De Middenafdeeling, voorgezeten door den heer POULLET, bestond uit de heeren MECHELYNCK, BERTRAND en TIBBAUT, ondervoorzitters; WAUWERMANS, HOUTART en VILAIN; IMPERIALI, PONCELET en PUSSEMIER; VAN LIMBURG-STIRUM, FERON en BUYL; DELPORTE, PEPIN en LAMBORELLE; DEBUNNE, LIEBAERT en TROCLET; HOMINCKS, DE KERCHOVE D'EXAERDE en DE WOUTERS D'OPLINTER.

schoolopzieners waren de uitslagen zeer gunstig, ofschoon, wegens den oorlogstoestand allerlei bezwaren voorkwamen.

» Vanaf 1917 veroorzaakte de ontreddeering, teweeggebracht door de bestuurscheiding eene zekere verzwakking en konden de bepalingen der wet niet ten volle uitgevoerd worden. De toestand zal echter heelemaal hersteld zijn voor de naaste heropening der scholen in October, en het hooger bestuur zal niets verwaarloozen opdat de wet al hare vruchten zou afwerpen. »

Men vraagt welke de inzichten van den Minister zijn betreffende de wijzigingen van den wedderooster van het onderwijspersoneel.

ANTWOORD.

« De verhooging van den wedderooster der leerkrachten van het lager onderwijs en van het middelbaar onderwijs wordt thans onderzocht.

» Wat betreft het personeel van het hooger onderwijs, heeft de wet van 22 Februari 1919, aan de professoren der Staatsuniversiteiten eene weddeverhooging vanaf 1 Januari 1919 toegekend als vergoeding voor het collegegeld dat hun ontnomen werd.

» Men onderzoekt thans of die weddeverhooging terugwerkende kracht zal hebben tot op 1 Januari 1915. »

Wat het lager onderwijspersoneel betreft, heeft de oplossing een stap vooruit gedaan sedert het inkomen van dit bondig antwoord : ter Kamervergadering van 31 Juli, heeft eene ordemotie van den heer Van Cleemputte een antwoord van de Regeering uitgelokt. Ter wille van het actueel belang nemen wij uit het *Beknopt Verslag* over zoowel het gedeelte, dat betrekking heeft op de wijziging van den wedderooster, als dit welk den achterstand betreft :

« Wat de onderwijzers betreft, zoo er zijn wier achterstallige wedde nog niet uitbetaald werd, mogen dezen, 't zij in groep, 't zij persoonlijk mij nauwkeurige aanduidingen doen geworden betreffende deze vertraging. Het is klaar dat het beheer eene fout zou begaan, moesten wij de onderwijzers in dezen duren tijd niet helpen om de uitbetaling van al den achterstel te bekomen.

» Zij wenschen ook eene verhooging van hunnen loonrooster. De gemeente moet haar aandeel in deze verhooging waarborgen.

» Een derde vraagstuk, dat dient te worden onderzocht, betreft de betaling van de gansche wedde der onderwijzers door den Staat, mits terugbetaling, door de gemeente, van het aandeel dat te haren laste valt.

» Deze zaken worden thans onderzocht door het departement van Wetenschappen en Kunsten en door het mijne; twee daarvan, zooniet drie, zullen binnen kort opgelost zijn. Wij hebben er, inderdaad, aan gedacht, de quæstie van den loonrooster tot het einde van het jaar uit te stellen, en wel omdat het leven duur blijft. Wij hebben gemeend dat het verkieslijk was, alleen den duurtetoelag te behouden (1,200 tot 1,800 frank volgens het

geval), die wij aan de onderwijzers hebben toegekend, en de quæstie van den loonrooster alleen dan op te lossen, wanneer de toestand opnieuw normaal zou geworden zijn.

» Wij hopen een loonrooster te kunnen vaststellen, die aan de gemeenten eene bijdrage ingevolge de wet zal opleggen, zoodanig dat de wedden niet zullen verschillen naar gelang van de vrijgevigheid der gemeenten. De Regeering zal de betaling der voorschotten op die wedden op zich kunnen nemen. Dit zijn de zaken welke het Ministerie van Wetenschappen en Kunsten thans onderzoekt. »

Al heeft de Middenafdeeling geene vraag gesteld betreffende bedoelden achterstand, blijkt het toch noodig er een oogenblik te blijven bij stilstaan, daar de huidige toestand zoo erg is.

Duurtebijslag wordt inderdaad aan de onderwijzers toegekend, doch niet uitbetaald. In zekere streek « werd een voorschot gestort van 300 frank op afrekening van het eerste trimester 1919, een tweede van 200 frank op afrekening van het tweede trimester moet gestort worden in Juli. Voor den achterstand werd niets uitgekeerd, » d. w. z. voor het tijdstip vóór 1919, terwijl de Staatsbedienden geregeld elke maand den toeslag trekken, waarop zij recht hebben.

De onderwijzers bevinden zich in een minder gunstigen en onverdienden toestand. Zij hebben hun ambt vervuld tijdens de bezetting, en hebben niet, zooals sommige ambtenaren en bedienden, met andere bezigheden zich geldmiddelen kunnen verschaffen. Een groot getal hebben schulden gemaakt.

Door de vertraging in het uitbetalen der vergoedingen missen dezen hun doel dat hierin bestaat, hun toe te laten te voorzien in de hoogere uitgaven van hun gezin. Hier zou men terecht de spreuk kunnen aanhalen : *bis dat qui cito dat*.

De onderwijzer moet bij voortduur nieuwe schulden maken ofwel, zich van het noodige berooven.

Het is hoog noodig dat die duurtebijslagen, zoowel de achterstallige als die voor het loopend jaar, onmiddellijk uitgekeerd worden.

Het valt te betreuren dat talrijke gemeentebesturen aan hunnen plicht ten aanzien van hun personeel zijn te kort gekomen in dezen droevigen crisistijd.

De gunstige verklaringen van den Eersten Minister, hier aangehaald, laten ons eene spoedige verbetering van den toestand verhoppen.

Het onderzoek van den toestand van het personeel strekte zich overigens niet alleen tot dit van het lager onderwijs uit; men heeft niet enkel aan het lot van het onderwijspersoneel van alle graden de aandacht gewijd, maar ook van dit der overige afdeelingen van het Ministerie van Wetenschappen en Kunsten. De moeilijke toestand van zoovele goede dienaars van den Staat heeft de levendige belangstelling van de afdeelingen der Kamer opgewekt, daar zij wenschen hun gevoelen overeen te brengen tegelijkertijd met den tegenwoordigen toestand van het Vaderland, die, naar eene dier afdeelingen verklaarde, elken lust tot opdrijving tegenover particuliere belangen aan zijne vertegenwoordigers moet ontnemen.

Na eene wereldcrisis zonder weerga in het verleden, wanneer de geheele

maatschappij moet wederopgebouwd worden en de meest angstwekkende vraagstukken te berde zijn gebracht, schijnt het noodzakelijk de aandacht van de openbare besturen te vestigen op de regeling van het hooger onderwijs.

De uit dezen oorlog gebleken belangrijkheid van de toepassingen der scheikunde en natuurkunde, waarvan de luchtvaart, de onderzeevaart, de draadloze telegrafie, de stikgassen de meest schitterende zijn, is een stellig bewijs dat de volkeren in de studie der natuurkrachten hulpmiddelen kunnen ontdekken tot het herstel hunner welvaart. Eene grondige studie der zedelijke, verstandelijke en natuurlijke factoren, moet de oplossing brengen voor de ontredde der nationale krachten en de vernietiging der kapitalen. Het is dus noodig dat, met eene wijze en planmatige regeling, de ontwikkeling der wetenschappelijke studiën en het universiteitsonderwijs, die er het natuurlijk ontwikkelingscentrum van is, steeds meer uitgebreid worden.

Het vorige verslag over de Begroting van Wetenschappen en Kunsten, vóór den vreeselijken oorlog opgemaakt door ons achtbaar medelid den heer Van Cauwelaert, heeft duidelijk in het licht gesteld hoe weinig de graden van onze diploma's vertegenwoordigen; het doctoraat, dat wordt toegekend na een beknopt examen, is niet een volstrekt criterium van de wetenschappelijke waarde der studenten, die den doctorstitel willen verwerven. Bij ons is de doctor een uitstekend leerling, die zijn lessen ijverig « geblokt » heeft. Hij heeft vlijtig gewerkt en zich de wetenschappen zijner meesters eigen gemaakt. Met eerbied heeft hij den wetenschappelijken schat ontvangen, dien anderen hebben voortgebracht; als de jonge bijtjes in den bijenkorf heeft hij den honing opgezogen, dien de groote bijen hebben vergaard. Is hij echter bekwaam om iets bij te brengen tot de vermeerdering van het gemeenschappelijk vermogen? Kan hij ook, van zijne zijde, niet eene nieuwe leering voorbrengen, maar ons de hoop laten koesteren dat hij in eene naaste toekomst de wetenschap verder vooruit zal helpen? Toont het doctorsproefschrift reeds de scherpste van geest in de waarneming der verschijnselen en de hardnekkigheid in de opzoekingen, die reeds aan het genie grenzen? Doet de openbare verdediging van die proefschriften reeds zijn kritisch oordeel uitschijnen, alsmede de kracht van zijn woord, dat, op zijn beurt, in een nieuw geslacht de liefde voor het ware gaat doen kiemen? Onze goede studenten staan daar verre van af, wanneer zij hun « laatste doctoraat » hebben afgelegd. Ingenieurs, geneesheeren of rechtsgeleerden hebben enkel de cliënteel of het bekomen van eene plaats op het oog. Hun maatschappelijke zending zal zich daarbij bepalen; de roep van de mensche-lijke natuur naar ontwikkeling en vooruitgang zal niet gehoord worden.

De waarde van het diploma is evenwel niet het eenige bestanddeel van het hooger onderwijs. Het doctoraat, als bekroning van de volledige studiën, is niet de studie zelf; het is de voltrekking en het bewijs daarvan; zijne pædagogische waarde is echter deze van een prikkel en van een vurig verlangd doelwit, dat de liefde tot den arbeid aanwakkert en door den hoogen prijs, dien men er aan hecht, en door de moeite die het kost om dien te bereiken.

Het eigenlijk gezegd onderwijs hangt eerst en vooral af van de waarde van het leerpersoneel, van zijne aanwerving, van de middelen om het aan den arbeid te houden, en van de stelsels die worden toegepast.

De eerste quæstie werd terloops aangeraakt door de wet op het collegegeld, door het Parlement aangenomen. De geheele toestand kan slechts in samenhang met dien van het leeraarskorps onderzocht worden. De gegevens ontbreken ons om dit vraagstuk te behandelen in den loop van een gewoon verslag.

Wat betreft de studie der leerstelsels, deze is te omvangrijk en dient te worden opgedragen aan eene commissie, bijzonder bevoegd in zake hogere opvoedkunde. Het schijnt nochtans dat de gedeeltelijke hervormingen, dat de beweging, op touw gezet door de meest gezaghebbende meesters, die er steeds meer toe strekt de studies niet te beperken tot loutere oefeningen van het geheugen, maar de leerlingen practisch te doen werken op elk gebied, het universiteitsonderwijs steeds meer op den juisten weg van zijne ontwikkeling brengen. Dit te eerbiedigen en aan te moedigen is de taak van de hogere overheid.

Doch er is nog een andere factor van vooruitgang, ditmaal van de zijde der leerlingen. Zoo de aanwerving der leeraars blijkbaar eene hoofdzaak is, ook die van de leerlingen is van belang. In een hooger cursus, zoowel als in eene klas, vormt zich een gemiddeld peil van verstandelijke sterkte, waar naar, willens of niet, de leeraar zijn onderwijs zal moeten regelen. Is de cursus zwak, dan zullen de lessen van laag gehalte moeten zijn; zoo niet, worden zij niet begrepen. Is de cursus sterk, dan kan de leeraar, die gevolgd wordt door een ijvervolle en goedwillige groep, de leerstof doorgronden en voor zijne leerlingen het gebied aanwijzen, waar zij als volstandige mannen van wetenschap en als goede burgers van het Vaderland hunne loopbaan zullen kunnen voltrekken.

Welnu, al de schoolmannen zijn het er over eens, dat er slechts één middel is om de minderwaardigheid te vermijden: dat middel bestaat hierin, te zorgen dat er geene minderwaardigen meer zijn. Inderdaad, het is een wel gekend beginsel, dat het gemiddelde der leergangen naar de minderwaardigen, niet naar de goeden wordt geregeld; deze laatsten kunnen de eersten niet tot op hun peil verheffen; de leeraar moet zijn leergang inrichten naar hen, die het meest moeite hebben hem te volgen en, bijgevolg, moeten de besten afdalen tot het peil, waarop de zwakke middelmatigen in 't algemeen staan. Eene wet van krijgskunde ter zee vereischt uitdrukkelijk — zooals men het vroeger te Tsoushima vaststelde — dat de algemeene gang eener vloot moet geregeld worden naar de slechtste schepen, dat de goede moeten wachten op gevaar af dat de eskaders onderweg afbrokkelen. Dit geldt ook voor het hooger onderwijs: hier moet de uitlezing vooral worden toegepast, daar het geldt eene keurbende te vormen. Het is aan te nemen dat, wat betreft het lager onderwijs, de deur voor iedereen open staat; het is immers noodzakelijk dat iedereen onderwijs kunne genieten. Nog is deze gedachte niet volkomen juist, want men heeft erkend, — en Schollaert heeft het toegepast — dat de abnormale en achterlijke kinderen uit de lagere

scholen dienden te worden geweerd. Door hen in bijzondere klassen te vereenigen, ontlast men de anderen van dit dorre hout en tevens komt men, dank zij eene bijzondere opleiding, er toe, die sociale onwaarden beter te benuttigen.

Doch met het hooger onderwijs is het anders gesteld. De jongelieden, welke dit volgen, maken eene minderheid uit; het behoort dus dat alleen de meest geschikt en er toe geroepen worden. De onwaarden moeten er ongenadig buitengesloten worden. Indien het wenschelijk is dat het hooger onderwijs niet een voorrecht van eene sociale keurbende zij, dan moet het, daarentegen, toch aan eene intellectuele keurbende worden voorbehouden.

Het besluit is, dat er perk en paal moet gesteld worden om het « onderwijsgenietend korps » te beperken tot hen, die een vruchtbaar werk kunnen leveren. Alvorens hun het « dignus es intrare » toe te roepen, moeten zij volkomen ernstige examens of proeven van bekwaamheid doorstaan.

De overigen zullen wel nederiger, en niet min eervolle betrekkingen vinden — en wij hebben pas vastgesteld, hoeveel jonge lieden, met een gewoon verstand, doch met wilskracht en edelmoedigheid bezielde, zich als groote vaderlanders deden gelden! — betrekkingen waarin zij aan de samenleving meer dienst zullen bewijzen en tevens een gelukkiger bestaan zullen vinden dan wanneer zij het leger der mislukten uit het intellectueel proletariaat vergrooten.

Aangaande het hooger onderwijs, hebben de Afdelingen zich bezighouden met de benoemingen der leeraars, met de studiebeurzen en de militaire studenten.

Wat het eerste punt betreft, werd bezwaar aangevoerd tegen de splitsing van sommige leergangen welke eertijds, ter Hoogeschool van Gent, gegeven werden door één leeraar en nu door verschillende titularissen. Uwe Middenafdeeling meende zich met deze aanmerking niet te moeten vereenigen.

Het is inderdaad zeker dat de aanzienlijke uitbreiding, welke onderscheidene vakken der wetenschap hebben genomen, niet meer toelaat dat heel het gewicht daarvan op de schouders van een enkel man rust. Sommige vakken, welke konden behandeld worden in een hoofdstuk van den leergang van Levensleer of van natuurkunde, zooals de cytologie, de neurologie, de embryologie, de electriciteit, de bacteriologie, de hulpwetenschappen der geschiedenis, zijn thans groote verdeelingen der wetenschap, waarvoor bijzondere leerstoelen noodzakelijk zijn en waarvan elk dezer volstaat om de meesters, die zich daaraan wijden, beroemd te maken.

Hieromtrent, is het toegelaten zich af te vragen welken weerklink de crisis, die de wereld 't onderst boven geworpen heeft, op den gang der wetenschap hebben zal?

De vragen betreffende den toestand van het personeel en de schade, veroorzaakt in onze wetenschappelijke instellingen, toonen aan, welke bezorgdheid de gevolgen van den oorlog bij onze Parlementsleden heeft opgewekt. Het geldt daar den last van onze rampen. Dit is de last van het verleden.

Slechts ééne vraag werd gesteld betreffende de gevolgen der jongste

gebeurtenissen ten aanzien van het eigenlijk gezegd onderwijs. Een lid der 5^{de} Afdeling vestigde de aandacht op de opleiding van reserveofficieren in de Hoogeschoolen.

In dit opzicht zouden zekere vereischten voor de militaire studenten kunnen gesteld kunnen worden.

Uit een onlangs genomen besluit van den Minister van Oorlog is gebleken dat op verschillende tijden, gedurende den oorlog, de kaders ontoereikend waren. Onverminderd de maatregelen, welke zijn beheer niet nalaten zal te nemen ten einde te voorzien in de behoeften van het leger aan reserve-officieren, bij voorbeeld door zich ten nutte te maken het bewonderenswaardig korps vrijwilligers, dat zich zonder berekening heeft opgeofferd om de leemten van ons eerste leger aan te vullen, kan het Departement van Onderwijs hem voortaan als helper dienen.

Alzoo kan hij ook, vanaf de kinderjaren, mannen opleiden, bekwaam om indien — wat God verhoede! —, een nieuwe oorlog mocht ontstaan, met denzelfden geest van zelfverloochening als hunne voorgangers offers te brengen, welke een nog grooter nut zouden opleveren. Het nut van zulke opleiding wordt niet betwijfeld. Onlangs hebben maarschalk Douglas Haig en admiraal Beatty niet geaarzeld een oproep te doen, opdat zelfs de armste onder de Boys-Scouts in de opleidingskampen zouden kunnen opgenomen worden, — zoodanig, zegden de beroemde onderteekenaars van dien oproep, heeft de oorlog, door den geest van opoffering en van zelfverloochening van meer dan 250,000 dier Boys-Scouts, de onvergelykbare waarde van deze methode tot karaktervorming bewezen.

Wij hopen dat de Minister van Wetenschappen en Kunsten, door ongenadig elk in vaderlandsch opzicht verdacht onderwijs te verbieden, vastberaden zal voortgaan op den weg aangewezen door zijn jongsten omzendbrief aan de Gouverneurs, de Gemeentebesturen en de Onderwijsofzieners, betreffende het vereeren der nagedachtenis, door het Land aan zijne dooden verschuldigd. In die richting gaat ook het door hem genomen initiatief om aan de prijsuitdeelingen een vaderlandsch karakter te geven.

Mochte het vrij onderwijs op dit gebied een heilzame concurrentie doen aan het Staatsonderwijs!

Betreffende het lager onderwijs werd nog op een bijkomend punt gewezen.

In de 2^{de} Afdeling toonde nvele leden zich ongerust over de regeling van het geneeskundig toezicht in de scholen : zij beschouwden het als een gevaar voor mogelijke onbescheidenheid wegens het verzamelen en bewaren der kaarten gedurende vijftig jaar.

Deze ongerustheid heeft voortaan geen reden van bestaan meer.

De bureaucratische regeling van het geneeskundig toezicht is een product van het buitenlandsch beheer; het Regeeringsamendement op artikel 76 maakt elk misbruik onmogelijk door de oorzaak daarvan weg te nemen. Er blijft nog slechts een crediet van 40,000 frank over, noodig tot betaling der achterstallen.

Het Kunstonderwijs gaf aanleiding tot eene vraag, welke door de Middenafdeling werd overgenomen en door haar aan den Minister van Wetenschappen en Kunsten overgemaakt.

Men vraagt of er sprake is, van eenheid te brengen in de wedderoosters voor de vier Rijksconservatoriums?

ANTWOORD.

Deze zaak wordt onderzocht.

Alvorens eene beslissing te kunnen nemen, moet het Departement de uitdrukkelijke belofte hebben, dat stad en provincie in de gewone verhouding zullen tusschenbeide komen in de vermeerderde uitgaven wegens de verhooging der jaarwedden. Het geldt in deze, de wedderoosters voor de Conservatoriums van Gent en Antwerpen te verhoogen tot op het bedrag der wedderoosters voor Brussel en Luik.

Wij hebben aan beide belanghebbende steden en provinciën gevraagd ons ter kennis te brengen of zij er zouden in toestemmen hunne toelagen naar verhouding te verhoogen.

Wij wachten de antwoorden af.

Buiten het onderwijs, hielden de afdeelingen der Kamer zich bezig met de schade, door de vijandelijke bezetting veroorzaakt. Er werd vastgesteld dat de kostbare verzamelingen van het Museum in het Park van het Jubeljaar veel hadden geleden door de betreurenswaardigen wijzen waarop zij moesten bewaard worden. Ook werd de volgende vraag daarover gesteld :

De Commissie wenscht ingelicht te worden over de aanzienlijke schade geleden door het Museum in het Park van het Jubeljaar?

ANTWOORD.

De Begrootingscommissie vraagt eenigen uitleg betreffende « de aanzienlijke schade, gedurende de vijandelijke bezetting, aan onze verzamelingen veroorzaakt ». Deze schade is eigenlijk van enkelvoudigen aard en vloeit inderdaad voort, niet uit de vernieling of het verlies van dit of geen belangrijk stuk, maar uit het nadeel geleden door een oneindig getal voorwerpen, tot wier herstel een zeer aanzienlijk bedrag zal moeten uitgegeven worden.

Zonder te gewagen, eenerzijds, van het mobiliair dat zwaar werd gehavend, anderzijds, van het gebrek van verwarming, ook nog van de talrijke verplaatsingen welke het moest ondergaan, heeft men bevonden dat op de in de kelderingen bewaarde ceramieke voorwerpen, — zij bevinden er zich nog, — het inventarisnummer, dat daarop geschilderd was, ten gevolge van de vochtigheid is verdwenen : dat is een groot werk hetwelk te herdoen is en dit geeft, ongelukkig ook, aanleiding tot missingen waarom men zich sel bekommert. Bovendien vervielen de verstellingen, opknapping en schildering van vele deze voorwerpen en dit nadeel is grooter dan het eerste, daar talrijke dezer herstellingen vroeger gedaan werden door mannen van het vak die wij wellicht niet meer zullen terugvinden.

Het patina van sommige metalen voorwerpen, door een eeuwenlange werking aangebracht, werd soms erg beschadigd. In sommige gevallen, namelijk voor gene toonkast waarin looden voorwerpen tentoongesteld waren,

heeft de vochtigheid zooveel schade aangericht, dat soms volledige vernieling daarvan het gevolg was. Het gold niet stukken van belang, daar het eene verzameling was van oplegels voor meubelen en koffertjes; het feit blijft niettemin betreurenswaardig.

De tapijtwerken hebben insgelijks geleden wegens de talrijke verplaatsingen die zij moesten ondergaan : die oude weefsels, reeds min of meer door den tijd verteerd, kan men niet, zonder nadeelige gevolgen van plaats veranderen en in de meeste gevallen zal, ongelukkiglijk, geene herstelling meer baten.

De kanten en de stoffen hebben ook geleden ten gevolge van hun verblijf in de kelders, gedurende een tijd die nochtans zooveel mogelijk werd verkort.

De meeste oude meubels zullen door mannen van het vak moeten worden hersteld, alvorens hun vroeger uitzicht te herkrijgen.

Ten slotte, de schade veroorzaakt aan de verzameling der afgietsels is, wegens het gebrek aan verwarming en door de vochtigheid, van zeer ernstigen aard : verscheidene groote stukken, namelijk, zal men wellicht niet langer kunnen bewaren.

Uwe Middenafdeeling heeft de eer u voor te stellen, het ontwerp van begrooting van Wetenschappen en Kunsten aan te nemen te zamen met de daarin gebrachte wijzigingen.

De Verslaggever,

A. VAN LIMBURG-STIRUM.

De Voorzitter,

P. POULLET.

